

son agression. Et son agression a eu un impact sur les prix pétroliers, ce qui a mis les pays en développement et les nouvelles démocraties d'Europe de l'Est au bord du précipice. De même, l'idée de voir 40 p. 100 des gisements pétroliers du monde entre les mains de Saddam Hussein n'est de nature à rassurer personne. Ainsi, le pétrole est un facteur, mais il n'est pas le principe en soi. Les forces armées de vingt-huit nations représentant tous les continents, dont certaines exportent et d'autres importent du pétrole, ne se trouvent pas dans le Golfe pour contrôler le prix de l'essence à la pompe.

Ce conflit ne concerne pas non plus la défense de la démocratie. Le Koweït, État semi-féodal, commençait à peine à s'orienter vers un régime démocratique. Son régime de gouvernement n'en a pas été un que nous choisirions nous-mêmes. Mais la protection contre l'agression ne peut jamais être le privilège de ceux qui ont la chance de vivre dans des démocraties. La Charte des Nations Unies est un document de portée et d'application universelles. Et donc impartial.

Et ce conflit ne concerne pas les objectifs d'une superpuissance.

La Chambre des communes inspire de bizarres accusations. J'en ai reçu ma part, et j'en ai même porté quelques-unes moi-même. Mais l'un des échanges les plus animés à la Chambre s'est produit lorsqu'un député de l'Opposition a appelé le Canada «le petit chien des superpuissances» - au pluriel - parce que nous avions appuyé les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Ce qui laissait entendre que Moscou, Washington, Beijing, Londres et Paris avaient porté un jugement indépendant et que nous nous étions sentis obligés d'emboîter le pas.

Et puisque la plupart des résolutions du Conseil de sécurité avaient été adoptées à l'unanimité, cela supposait que la Finlande, la Colombie, le Zaïre, la Malaisie et les autres pays qui, comme nous, n'étaient pas des membres permanents du Conseil de sécurité n'avaient pas non plus porté de jugement indépendant lorsque ces résolutions avaient été débattues, amendées et - après des compromis souvent difficiles - finalement adoptées.

La logique de ces accusations suppose aussi que les 28 pays qui ont des forces dans le Golfe - les 28 membres de la Coalition - ont suspendu eux aussi leur jugement pour faire plaisir aux superpuissances. Je parle de pays comme la Tchécoslovaquie, l'Australie et l'Argentine.

Cette accusation est absurde, mais elle est aussi dangereuse parce qu'elle propose une fausse justification pour